



FDU-INKINGI
Forces Démocratiques Unifiées
United Democratic Forces



☐+44-7988-883-576 ☐

info@fdu-rwanda.com; <http://fdu-rwanda.com>

COMITE DIRECTEUR – STEERING COMMITTEE

“Pour un Etat de Droit, la Démocratie et l’Egalité de chances” ; “For the rule of law, democracy and equal opportunity”

RWANDA : L’USAGE DU GENOCIDE COMME ARME POLITIQUE DE VIOLENCE

En pleine période de commémoration du génocide, le gouvernement du Rwanda se cache derrière les extrémistes tutsis pour propager et renforcer le climat de haine et de terreur.

C’est devenu une habitude au Rwanda : quand approche la période commémorative du génocide de 1994, le ton monte. Des journaux ainsi que certaines autorités des services de l’État ou de la Société Civile, tiennent un langage alarmant comme quoi les rescapés du génocide sont menacés, que l’idéologie du génocide est encore présente, et que les génocidaires sont presque partout. Pourtant, en période normale, le gouvernement rwandais ne cesse de clamer que l’unité et la réconciliation du peuple sont chose acquise. Comment expliquer cette contradiction ?

Le nœud du problème : un pouvoir intolérant

Le pouvoir du président Kagame est une dictature violente et sanguinaire, impitoyable et qui se moque des coutumes, des règles et des lois. Sa méthode de gouvernance repose sur la brutalité, la terreur, la diabolisation, les attaques et l’élimination physique de toute personne (citoyen rwandais ou étranger) qui n’est pas d’accord avec cette politique ou qui critique ses actions. Ainsi toute personne qui n’est pas en odeur de sainteté avec le régime est attaquée d’abord sous les qualificatifs fallacieux :

- de génocidaire et fugitif, s’il vit à l’étranger ;
- de posséder l’idéologie du génocide et de la propager ;
- d’être un descendant d’un génocidaire ;
- d’être un ennemi du pays ou traître ;
- de comploter contre l’Etat et les autorités ;
- d’être un obstacle à l’unité et à la réconciliation du peuple rwandais ;
- de propager le divisionnisme ;
- d’être un diable déguisé en un activiste de la démocratie et des droits de l’homme ;
- etc.

La méthode : désigner publiquement la cible après lui avoir donné un nom diffamatoire

À la suite de ces qualificatifs et de cette diabolisation, la personne attaquée (opposant politique réel ou supposé, activiste de la société civile, etc.) est jetée ainsi à la vindicte populaire à travers les médias acquis au régime, à travers les extrémistes et autres groupes formés à dessein sur les réseaux sociaux (Twitter, Facebook, Instagram), ainsi que des journaux en ligne et autres blogs non identifiés destinés à la propagande obscure du FPR.

Dès lors, le discours public devient celui de lutter contre la propagation de l’idéologie génocidaire, de poursuivre, traquer et arrêter les génocidaires, les fugitifs et les ennemis du pays. C’est ainsi que le gouvernement rwandais, par un jeu de tricherie phraséologique et idéologique, transforme n’importe quel citoyen en cible logiquement attaquant, qui mérite le châtement dans l’intérêt de la Nation.

Cette méthode de donner un nom diffamatoire à la cible permet finalement de tenir publiquement des appels à la haine en utilisant divers réseaux visibles ou obscures et en s'affranchissant des règles de droit commun. Ainsi, les cibles sont désignées globalement par « **génocidaire, ennemi, fugitif, idéologie génocidaire, ...** »

Des extrémistes tutsis attisent la haine, le gouvernement laisse faire

- Des attaques ad hominem dans les journaux et sur les réseaux sociaux. Des extrémistes qui utilisent des pseudonymes ou à visage découvert (*comme Peter Mahirwe = Tom Ndahiro*) attaquent nommément toute personne qui n'est pas d'accord avec le discours et la politique du FPR. Ils n'hésitent pas à se réjouir de la mort d'un opposant ou de toute personne qui n'est pas d'accord avec la vision et les pratiques du FPR ; par exemple la mort de Kizito Mihigo, rescapé du génocide, icône d'une vraie réconciliation nationale.
- Des articles sont publiés dans la presse proche du gouvernement (*comme Igihe, Newtimes, Kigali Today, Rushyashya, The Chronicles,...*) en propageant la haine et en accusant à tort toute personne opposante, réelle ou supposée.
- Les représentants des associations subsidiées [comme IBUKA, Association des Etudiants et Elèves Rescapés du Génocide (AERG), Groupe des Anciens Etudiants Rescapés du Génocide (GAERG)], des organisations étatiques comme la Commission nationale de lutte contre le génocide (CNLG) et non étatiques (Transparency International, Initiative UMURINZI) s'expriment dans un langage sans vergogne et affirment qu'ils sont organisés et disposent d'un budget pour aller pourchasser, déstabiliser, démoraliser, tuer leurs compatriotes indésirables partout dans le monde.

Des interventions planifiées et complémentaires pour aller crescendo

- Le général James KABAREBE, conseiller du président Kagame, [a invité en novembre 2019 un groupe de jeunes tutsis rescapés du génocide membres des associations comme AERG](#), à s'en prendre aux jeunes réfugiés hutus, au seul motif que ceux-ci sont entrain de réussir leur scolarité et leur intégration dans les pays d'accueil.
Cette réussite constituerait, selon le général KABAREBE, une menace qui demandera qu'un jour ils chercheront à rentrer au pays par force comme les jeunes réfugiés tutsi l'ont fait à partir de l'Uganda en 1990 et qu'il faudra donc se préparer à ce qu'il y ait plusieurs génocides. Le général appelle ainsi les jeunes tutsis à se préparer à une confrontation avec ces jeunes hutus.
- Le professeur DUSINGIZEMUNGU Jean-Pierre, président de [l'association Ibuka](#), quant lui a déclaré publiquement, pendant la période de la 26^{ième} commémoration du génocide, qu'il [faut s'inspirer des amis juifs pour aller à la chasse des génocidaires](#) avec un triple objectif de les traduire en justice, les terroriser (*gutesha umutwe*), les malmenier et déstabiliser (*guhungeta*) et d'autres actes non-dévoilés (*sous-entendus les tuer*). Une telle déclaration faisant des [insinuations dans la logique du gouvernement rwandais](#) laisse entendre une volonté délibérée de s'en prendre aux personnes désignées comme cible en dehors de toute justice, jusqu'aux enlèvements, kidnapping et assassinats extrajudiciaires. Le professeur Jean-Pierre Dusingizemungu, qui ne reconnaît que les jugements prononcés par le système judiciaire rwandais complètement dévoué au FPR, se croit même autorisé à donner en exemple une personne, pourtant acquittée par la justice internationale, que ces croisés des temps modernes rwandais doivent tout de même continuer à pourchasser.
- Madame [INGABIRE Immaculée](#), représentante de Transparency International au Rwanda, lors d'une émission en compagnie de Diogène BIDERI, secrétaire général adjoint de la CNLG a déclaré au mois de mai 2020 qu'une [association \(Initiative UMULINZI\) s'est formée pour faire la chasse aux génocidaires et aux négationnistes](#), et qu'elle est entrain de se doter d'un budget conséquent pour fournir les moyens financiers et les informations sur les personnes à traquer.
- En date du 7 mai 2020 le journal en ligne IGIHE, porte-voix du gouvernement rwandais, a publié [un article où il stigmatise gratuitement plusieurs activistes politiques et de la société civile](#) en les accusant d'être génocidaires en fuite, de posséder en eux l'idéologie du génocide ou d'appartenir à l'arbre généalogique de parents considérés comme génocidaires.

- En date du 10 mai 2020, un autre journal en ligne THEGREATLAKESEYE, domicilié aux USA-Oregon, et probablement ouvert et géré par les escadrons du régime de Kigali, a publié [un article non signé faisant la même stigmatisation](#) que le journal IGIHE, sur une autre liste de personnes.

Ces articles sont vite relayés par leurs sites partenaires, sans aucune éthique journalistique.

En définitive, nous assistons à une succession d'événements, sur une courte période, qui visent les opposants politiques et les activistes des droits de l'homme sous un vocable qui frise l'incitation à la haine et à la persécution, sans qu'aucune autorité de l'État n'intervienne pour apaiser, réprimander et rappeler à l'ordre les contrevenants. Une telle situation indique que le gouvernement du Rwanda est bien derrière ce plan orchestré pour :

- propager la haine entre rwandais ;
- instiller la terreur ;
- préparer le terrain à des actes violents et terroristes ;
- éliminer les opposants potentiels (réels ou supposés) ;
- assurer au gouvernement de poursuivre sa dictature totalitaire sans encombre et sans contestation...

Des pratiques sadiques qui jouent avec les sentiments et les souffrances des rescapés tutsis et hutus

Dans un climat d'appels répétés à la haine et à la chasse à l'homme, les rescapés des divers crimes, toutes ethnies confondues, sont les principaux perdants.

Les tenants du pouvoir cherchent à exploiter sadiquement les sentiments des groupes vulnérables pour les amener à la haine et à la confrontation violente :

- Ils exploitent le chagrin, et naturellement la colère et la peur des rescapés du génocide contre les tutsis (par un enseignement qui laisse entendre que ce génocide n'est pas fini).
- De même, ils exploitent le chagrin, et naturellement la colère et la peur des rescapés hutus des massacres du FPR au Rwanda et des crimes de génocide au Congo RDC, en les diabolisant, en les calomniant et en les humiliant.

A ce jour l'assassinat du chanteur de gospel, Kizito MIHIGO, rescapés du génocide contre les tutsis, reste un exemple emblématique de ce sadisme. Des tutsis sont utilisés pour éliminer physiquement d'autres tutsis au motif que ces derniers sont ouverts au dialogue et à la réconciliation entre rwandais, les assassins étant les adeptes de la théorie perverse qui prétend qu'une vraie réconciliation mettrait en danger la survie des rescapés du génocide et celle des tutsis en général.

Une agitation qui est signe de la décadence du régime et d'un cauchemar de perdre le pouvoir

Etant conscients des germes d'autodestruction du système, notamment des divisions internes et les épurations staliniennes qui s'en suivent, les tenants du pouvoir se voient obligés de créer un ennemi extérieur permanent.

Des indigents et illettrés devenus des milliardaires ont une peur bleue de perdre une richesse mal-acquise, tandis que d'autres ont peur de perdre leurs immunités en perdant le pouvoir, avec comme conséquence le risque d'être traduits en justice.

La désignation de l'ennemi est donc une tactique de diversion, car ils croient que la meilleure défense est l'attaque. On aura beau déclarer à cor et à cri qu'on condamne le génocide contre les tutsi, les tenants du pouvoir et leurs acolytes vont dire qu'il y a toujours un agenda caché pour mettre toujours les groupes-ciblés sur la défensive.

Le groupe d'extrémiste constitue un danger sérieux pour le régime et la paix durable au Rwanda.

Si l'on ne fait pas attention, sciemment ou comme résultat de ce mécanisme d'autodéfense, le groupe d'extrémistes va conduire le pays inéluctablement aux enfers.

Le Professeur [Gregory H Stanton Président Fondateur de « Genocide Watch »](#) a identifié 10 étapes qui mènent au génocide. Il y a lieu de relever que les 5 premières étapes ressemblent bien aux activités menées actuellement par des extrémistes du FPR.

- Première étape : classification de la population ; *exemple* : méchants Hutu et prétendus collaborateurs tutsis d'une part et les « bons tutsis et hutus » qui ont épousé l'évangile du FPR d'autre part ;
- Deuxième étape : symbolisation de ces classifications ; *exemple* : hutu power – génocidaires - négationnistes hébergeant l'idéologie génocidaire, interahamwe, CDR, inyangarwanda (ennemi du Rwanda = tous ceux qui critiquent le FPR) etc.
- Troisième étape : discrimination à l'encontre d'un groupe ciblé ; *exemple* : manque de justice équitable, discrimination des victimes fondée sur l'ethnicité ; légitimation de la victimisation des groupes les plus faibles politiquement par un arsenal de lois (Code pénal : art. 194, 204, 233, 236, *Official Gazette n° Special of 27/09/2018, loi n°68/2018 du 30/08/2018 déterminant les infractions et les peines en général*) ;
- Quatrième étape ; déshumanisation des groupes exclus ; *exemple* : génocidaires - négationnistes du génocide – tueurs ; Ils sont automatiquement exclus d'une considération morale, c'est-à-dire hutus et tutsis, qui prêche la réconciliation ; Ils méritent la prison ou la mort ;
- Cinquième étape : polarisation de la population ; *exemple* : une politique d'exclusion politique, sociale et économique.

Il est donc dans l'intérêt du régime et du peuple rwandais tout entier d'arrêter le plan machiavélique des extrémistes du FPR, même si cette mission semble impossible compte tenu de la nature ou l'essence du FPR devenu Parti-Etat et prisonnier de sa propre contradiction dialectique.

Conclusion et recommandations

Le parti FDU-INKINGI dénonce :

- 1- L'usage du génocide comme une arme destinée à faire taire et voire même à éliminer les opposants et les activistes de droits de l'homme;
- 2- Le discours de haine tenu par certains officiels de l'État, par d'autres personnalités des institutions étatiques et non étatiques et même par certains individus indépendants extrémistes. Ce discours vise à créer la confrontation entre les rwandais, ce qui permettrait au gouvernement de jouer sur la violence et le chaos pour se poser en sauveur, cette pratique ayant toujours été utilisée avec succès par le FPR et ses dirigeants depuis la guerre d'Octobre 1990 ;
- 3- Le laisser-faire du gouvernement et appelle à la retenue, au respect des lois sur les libertés publiques, la présomption d'innocence et la protection des personnes. Cela est du devoir du gouvernement qui doit promouvoir la paix au lieu de la miner.

Le parti FDU-INKINGI appelle :

- 4- L'opposition rwandaise et la Société Civile à unir leurs efforts et à ne pas se laisser intimider par le discours extrémiste et menaçant dont ils sont victimes ;
- 5- Les forces vives de la Nation à poursuivre sans relâche le combat pour les droits de l'homme au Rwanda et pour les libertés publiques.

Le parti FDU-INKINGI demande :

- 6- A tous les citoyens rwandais et aux amis du Rwanda de ne pas tomber dans le piège du discours ethniste et de haine que le gouvernement laisse prospérer malicieusement. Nous devons travailler tous, sans distinction aucune, à l'avènement d'une nouvelle ère pour mettre fin à ses 30 années de terreur que le FPR exerce sur le peuple rwandais ;
- 7- A la communauté internationale et en particulier aux pays amis du Rwanda, de faire pression sur le président Paul Kagame afin qu'il sorte de la logique de confrontation violente et accepte d'engager le dialogue avec son opposition politique enfin de créer un climat de paix, d'unité et de réconciliation entre rwandais, préalable à la sécurité, à la stabilité et au développement durable dans la Région des Grands Lacs.

Fait à Rouen, le 15 mai 2020.

Théophile MPOZEMBIZI

Commissaire FDU-INKINGI chargé de l'Information et de la Communication

infocominfo@fdu-rwanda.com ; info@fdu-rwanda.com